

Madame la ministre, Mesdames, Messieurs, Chères et chers collègues,

Merci d'accorder ce temps d'expression aux syndicats représentatifs des corps d'inspection, et en particulier au SUI-FSU, qui au sein de la première fédération de l'Éducation, est le syndicat de tous les inspecteurs et inspectrices de la maternelle au lycée.

Permettez-moi toutefois de dénoncer les conditions d'organisation de cette visioconférence, dans des délais si courts qu'ils n'ont pas permis à beaucoup d'entre-nous de bousculer leurs agendas pour y assister, mais pire, avec des départements où aucun regroupement n'a été organisé, et d'autres où des liens de connexion n'ont été transmis que ce matin, ce qui explique les salles vides que vous voyez, et l'absence de nombreux collègues.

Avant de développer mon propos, je souhaite adresser un message de solidarité à nos collègues de Mayotte, inspectrices et inspecteurs, mais aussi à l'ensemble de la communauté éducative et à la population. L'inconséquence de l'Etat et le manque de moyens qui leurs sont consacrés les exposent aujourd'hui à des violences quotidiennes, à des difficultés d'accès à l'eau, à l'impossibilité d'exercer leurs métiers. Autant de signes d'un abandon qui s'illustre encore aujourd'hui par le choix de la date de cette visioconférence, un jour férié pour ce département !

Madame la ministre, c'est la troisième fois que nous nous adressons à un nouveau ministre de l'Education nationale en 16 mois. Ce que nous avons dit à vos prédécesseurs n'est pas très différent de ce que nous avons à vous dire aujourd'hui, si ce n'est que la situation des corps d'inspection et leur moral se sont encore dégradés. A Monsieur N'Diaye, nous parlions de perte de sens et de manque de considération, à Monsieur Attal nous ajoutons notre souffrance et l'épuisement professionnel de bon nombre d'entre nous et aujourd'hui, c'est notre dépit et notre confiance rompue que nous vous exprimons. N'y voyez pas d'escalade verbale ou de tentative de dramatisation, mais l'expression sincère de cadres dont l'éthique professionnelle ne leur permet plus de concilier les réformes qu'ils doivent porter avec les valeurs pour lesquelles ils se sont engagés, surtout lorsqu'ils ne reçoivent en retour que du mépris. Oui, ce mot est fort, et j'ai déjà eu l'occasion de vous l'adresser lors de notre première rencontre. Mépris pour les personnels, mépris pour nos fonctions, mépris pour l'école publique, mépris que vous incarnez désormais après les propos que vous avez tenus dès votre prise de fonction, et pour lesquels l'ensemble des personnels attendent encore vos excuses publiques.

Au risque de lasser notre auditoire, nous aurions pu vous parler aujourd'hui de revalorisation de nos grilles, du service de l'inspection auquel nous nous opposons, du déficit insondable de nos frais de déplacement, de notre régime indemnitaire inique, mais tout cela vous le savez déjà et nos collègues connaissent nos combats sur tous ces sujets. Notre propos sera tout autre...

Vous nous réunissez alors qu'il y a une semaine, et quelques jours encore, vous entendiez sous vos fenêtres les voix des inspectrices et des inspecteurs mêlées à celles de l'ensemble des personnels de l'Education nationale. De manière assez inhabituelle, l'ensemble des syndicats représentatifs des corps d'encadrement, inspecteurs et personnels de direction, y compris les plus modérés, vous faisaient part de leur colère, de leur exaspération. Alors que pouvions-nous attendre aujourd'hui de votre intervention ? Que vous preniez en compte cette colère pour nous adresser un message d'apaisement ? Que vous nous annonciez la suspension de mesures décidées à la hâte et contre l'avis de la profession, pour prendre le temps de les réexaminer ? Non, vous nous avez parlé « choc des savoirs » comme si de rien n'était, alors que toutes ses mesures ont été rejetées quasi unanimement pas le CSE de ce matin. Vous nous avez confirmé que vous serez l'exécutrice testamentaire de l'œuvre de votre prédécesseur, qui aura réalisé l'exploit en cinq mois, de faire reculer l'école de cinquante ans !

Alors c'est une alerte solennelle que nous vous adressons aujourd'hui, à l'encontre de ce que vous vous apprêtez à faire pour le collège, pour l'école et pour le lycée professionnel.

- Les classes de niveau seront véritablement des classes et non pas des groupes : il suffit de connaître les difficultés structurelles des établissements et l'état lamentable de la formation continue des enseignants pour s'en convaincre. L'idée d'infliger cela à nos élèves est totalement à rebours des valeurs que porte le service public et que vous connaissez bien : des valeurs d'égalité, de prise en compte des élèves dans leur individualité par la mixité des genres et des origines, et d'émancipation par le partage d'une culture commune. Serez-vous la ministre qui portera la responsabilité de la destruction du collège unique, au lieu de lui donner les moyens de sa réalisation ?
- Vous prônez le recours au redoublement, en CP ou en sixième, alors que des centaines d'études internationales confirment qu'il a toujours un effet négatif sur les trajectoires scolaires et demeure le meilleur déterminant du décrochage. Serez-vous la ministre qui aura réinstauré le tri précoce et le déterminisme social de l'école de nos parents ?
- Quant au lycée professionnel : vous venez de laisser le dgesco amputer encore la formation de bac pro de 170 heures, et vous le livrez à la main des entreprises locales, renonçant ainsi à l'ambition de l'élévation des niveaux de qualification et à la formation citoyenne de notre jeunesse la plus fragile. Serez-vous la ministre qui aura assigné à résidence sociale et géographique les enfants des milieux populaires ?

Vous allez porter ce projet rétrograde en ignorant volontairement les résultats des recherches scientifiques sur le redoublement, sur les effets pervers de la non mixité sociale, en refusant de prendre en compte les avis des experts de la pédagogie que nous sommes et qui vous exhortent à prendre le temps de la réflexion sur un projet qui, contrairement à ce que vous semblez croire, n'élèvera pas le niveau des élèves, ne produira pas d'amélioration de leur estime de soi, ne favorisera pas l'orientation choisie, ni l'émancipation des élèves.

Vous allez le faire contre l'avis des enseignants, notamment ceux de mathématiques et de français qui connaissent tous les écueils de cette stratégie de groupes qui ne changent plus au cours de l'année, contre l'avis des personnels de direction qui connaissent les contraintes d'une telle organisation, contre l'avis des inspecteurs dont l'expertise est ignorée, et enfin contre l'avis de certains recteurs qui savent ce qu'il en coûte d'agir en faisant fi des retours de terrain.

Mme la Ministre, notre syndicat porte en son sein une charte éthique qui engage l'inspecteur à respecter la personne humaine de l'enseignant comme de l'élève. Nous avons jusque-là toujours su trouver les biais pour donner du sens aux réformes que les ministres successifs ont portées. Vous nous mettez dans un dilemme éthique inédit : choisir d'accompagner des réformes dont nous savons qu'elles seront délétères à bien des égards, ou vous rappeler aux valeurs du service public d'éducation avec l'espoir que vous mesuriez le caractère à la fois inédit et solennel de cet appel à transcender le point de vue idéologique de ces réformes pour apercevoir les vies qui en dépendent. Notre éthique exige de nous que nous rendions visible à vos yeux le séparatisme dont ce projet est porteur et que le récent avis du conseil supérieur des programmes ne fait que renforcer.

Vous souhaitez notre adhésion et notre soutien pour accompagner votre projet, mais au prix de reniements impossibles. Nier les résultats de la recherche qui nourrissent notre réflexion ? Nier notre expertise, nos observations, notre connaissance des publics et de leurs besoins ? Certainement pas ! Une autre école est possible, et nous sommes prêts à vous faire de nouvelles propositions, à travailler à vos côtés pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des professeurs.

Il est encore temps pour vous, de faire le choix de l'école publique !